

L'annexion du territoire de l'Abitibi au Québec

Gilles Boileau

Volume 4, numéro 2 bis, janvier 1999

Villages et rivières du Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/11326ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

ISSN

1201-4710 (imprimé)

1923-2101 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boileau, G. (1999). L'annexion du territoire de l'Abitibi au Québec. *Histoire Québec*, 4(2 bis), 30–33.

L'annexion du territoire de l'Abitibi au Québec

PAR GILLES BOILEAU

En 1898, l'Abitibi devenait partie intégrante du territoire québécois. C'est donc l'une des plus jeunes régions du Québec et c'est peut-être cette jeunesse qui en assure le dynamisme. Pour célébrer ce moment de notre histoire nous avons pensé qu'il serait utile de revivre ensemble quelques-unes des étapes de la mise en valeur de cet immense territoire. C'est ce qu'on a appelé le temps de la «colonisation». En guise à cette rétrospective, nous utiliserons un texte rédigé par le comité organisateur chargé, sous la gouverne du conseil de la Culture de l'Abitibi-Témiscamingue, de souligner cet anniversaire.

«En 1867, année de la Confédération, le Québec possède les mêmes limites territoriales que celles du Bas-Canada telles que définies par l'ancienne constitution. L'Abitibi et le Nord du Québec ne sont donc pas de juridiction du gouvernement québécois. Ces régions appartiennent plutôt, à partir de 1868, aux Territoires du Nord-Ouest, après avoir été remises au gouvernement fédéral par la compagnie de la Baie d'Hudson.

Des négociations s'amorcent alors entre les provinces et le gouvernement central quant à l'attribution des territoires nordiques du pays. Il s'agit pour le gouvernement canadien de baliser l'expansion du Canada dans le cadre du nouveau Dominion, notamment la frontière avec les États-Unis (Alaska) et les frontières interprovinciales. L'Ontario fait figure de chef de file au plan des revendications territoriales. Le Québec se sert de l'exemple de l'Ontario avec en tête Honoré Mercier. Porté au pouvoir en raison

du mécontentement de la population du Québec envers les conservateurs suite à la pendaison de Louis Riel, Mercier devient le plus ardent défenseur du rattachement de l'Abitibi au territoire québécois et il s'avère être un véritable champion de l'autonomie provinciale.

Toutefois, il reçoit un accueil plutôt tiède du Premier ministre conservateur John A. Macdonald, toujours en poste à Ottawa, qui craint la formation d'une enclave francophone et catholique séparant les Maritimes des autres provinces canadiennes. Malheureusement, Mercier ne verra jamais l'annexion de son vivant puisqu'il s'éteint en 1894.

Un autre décès, celui de Macdonald en 1891, puis l'arrivée au pouvoir des libéraux de Sir Wilfrid Laurier donnent un nouveau souffle aux négociations entre Ottawa et Québec. Laurier ne redoute aucunement le nationalisme canadien-français auquel il se montre en fait très sensible. Son ambition de briser l'isolement des parties nordiques du pays par la construction d'un chemin de fer transcontinental a fort probablement incité le gouvernement canadien à octroyer au Québec le territoire abitibien.

Le 13 juin 1898, le gouvernement fédéral répond favorablement à la demande du gouvernement québécois et, par une loi, annexe le territoire d'Abitibi, ainsi que la portion comprise jusqu'à la rivière Eastmain, au Québec. Il a fallu près de 25 années de tractations entre les diverses instances pour que se produise le rattachement de l'Abitibi au reste du Québec. Ainsi le Québec a vu son territoire s'agrandir de 168 749 km² ».

C'est en 1881 qu'apparurent les premières parcelles de terre défrichées sur le site actuel de Ville-Marie. Le Témiscamingue était né. L'émergence de l'Abitibi fut plus tardive. La région commença à s'animer au moment où débuta la construction d'une voie ferrée reliant Winnipeg à Québec. Au cri de «Restons chez nous! Emparons-nous du sol!» l'abbé Ivanhoé Caron, dynamique missionnaire-colonisateur, secondé par M. Hector Authier, infatigable agent des terres, amenait en Abitibi, au cours de l'année 1912, le premier contingent organisé de futurs agriculteurs. Quand le Témiscamingue s'est ouvert à la colonisation, il y avait près d'un demi-siècle que la société des Vingt-et-Un s'était lancée à la conquête du Saguenay.

C'est par la rivière des Outaouais et les lacs Témiscamingue et Abitibi qu'on a atteint le Témiscamingue. Militaires, explorateurs et missionnaires ont précédé les pionniers sur cette grande voie de pénétration. C'est à un humble frère convers des oblats de Marie-Immaculée que revient le titre si prestigieux de *fondateur du Témiscamingue*. Venu discrètement du vieux fort, le frère Joseph Moffet choisit de défricher un lopin de terre sur une des premières terrasses en bordure du lac. C'est sur le site de Ville-Marie que l'on moissonna les premières gerbes de blé dans la région. Grâce à la perspicacité et à l'acharnement du frère Moffet, il devenait possible de croire en la qualité des terres de cette vaste cuvette lacustre du Témiscamingue. Ainsi les colons allaient se joindre aux forestiers qui faisaient déjà du bois depuis quelques années sur les bords du lac Kipawa. Les véritables colons sont cependant arrivés après les ravageurs de la forêt» pour reprendre la si juste expression du géographe Raoul Blanchard.

En 1911, au moment où le Témiscamingue allait parachever la première phase de son peuplement, l'Abitibi amorçait une période de peuplement intense et vigoureux. Le Témiscamingue se trouvait au seuil de l'âge adulte au moment où l'Abitibi allait naître. L'Abitibi agricole se préparait à ajouter ses forces et ses espoirs aux réalités d'un Témiscamingue partagé entre le travail des champs et l'exploitation de la forêt.



Ville-Marie vers 1890. (Archives nationales)

Le ministère des Terres et Forêts entreprend en 1909 l'arpentage systématique des terres de part et d'autre du tracé du futur transcontinental dont l'État avait annoncé la construction en 1907. Toute une série de cantons viennent s'épingler sur un cadastre fraîchement tracé dans une argile lourde de promesses. Amos a vu arriver son premier train en octobre 1911. Le 22 juillet 1912, le *Globe*, de Toronto, écrivait : «Ce mouvement de l'Est au Nord est un des plus importants de l'histoire de la civilisation canadienne et provoquera l'établissement d'une population solidement française et catholique». Dans ces moments d'euphorie collective, tous les espoirs sont permis. Le curé de Port Cobalt écrivait pour sa part : «*La compagnie du Transcontinental amènera par milliers de hardis colons de Québec qui planteront ici leur tente et trouveront dans ces terres, comparables pour leur fertilité aux meilleures de l'Ouest, le bien-être et la paix*». Et dans sa vision mystique, il ajouta que «*chaque ferme le long de la voie entre la rivière Harricana et la frontière sera occupée par un colon français amené dans le Grand Nord par le gouvernement paternel de Québec et sa puissante alliée l'Église catholique*». C'était proclamer haut et fort la sainte alliance de la croix et de la charrue. En cela, on restait fidèle à la parole de sir Georges-Étienne Cartier... «*Si nous voulons assurer notre existence nationale, il faut nous cramponner à la terre*».

L'Abitibi s'est peuplée entre 1911 et 1921. Elle a consolidé ses positions au cours des dix années suivantes alors qu'elle a lar-

gement profité des années de crise pour tripler ses effectifs entre 1931 et 1941. Alors que la colonie de la rivière Harricana prenait forme, l'abbé Caron animait plusieurs excursions de reconnaissance vers l'Abitibi, à partir des vieilles paroisses du sud. À la suite de conférences et de sermons prononcés à Saint-Prospère-de-Champlain, à Saint-Charles-de-Mandeville et à Saint-Gabriel de Brandon, un bon lot de recrues s'installa à La Reine alors que d'autres continuèrent leur route jusqu'à Amos. En date du 13 juillet 1912, 800 lots avaient été concédés le long du Transcontinental. Quand l'abbé J.-O. Dudemaine arriva à la cure de la mission de Sainte-Thérèse d'Amos, 28 familles y étaient déjà établies, avec une population totale de 241 personnes.



Maison de colon à Ville-Marie. (Photo : Gilles Beaulieu)

Pour atteindre ce modeste village qui jouait quand même le rôle de petite capitale, les colons venus du sud devaient se livrer à une véritable course à obstacles. Dans son ouvrage intitulé *Les marges de l'œkoumène dans l'Est du Canada*, Pierre Biays trace un saisissant tableau des mille et une péripéties qui accompagnaient la migration des pionniers dont l'audace n'avait d'égale que la ténacité – d'autres diraient la témérité :

Malgré ces difficultés de transport et le détour par l'Ontario, les colons s'embarquaient dans les chars avec armes et bagages, c'est-à-dire leur famille, du matériel agricole, quelques animaux, des poches de patates, des semences diverses, des provisions de voyage et quelques économies. À l'arrivée, on loge dans des baraques de fortune, camps des ouvriers de la voie ferrée, des agents du gouvernement ou d'amis déjà établis sur place. Les convois de colons se succèdent à un rythme croissant depuis 1912 ; ce sont surtout des fils d'agriculteurs qui viennent des vieilles paroisses surpeuplées des bords du fleuve...

C'est Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Colonisation, qui trace en date du 4 février 1920 un bilan de l'œuvre de colonisation... Pierre Trudelle, dans son *Abitibi d'autrefois, d'hier et d'aujourd'hui*,

rapporte les paroles du ministre : «*On ne saurait citer de meilleur exemple que ce qui s'est fait en Abitibi. Vers 1912, on vit les premiers habitants s'installer là. En moins de sept ans, seize paroisses y sont fondées, seize conseils municipaux s'y sont organisés, 50 000 acres de terre sont en abatis, en défrichement ou en culture. Près de 12 000 âmes y vivent, donnant l'une des meilleures preuves de patriotisme. C'est leur exemple qui nous incite aujourd'hui à faire davantage pour la colonisation, œuvre essentielle*».

Les 15 000 habitants dénombrés en Abitibi en 1921 étaient répartis de part et d'autre du *chemin Devlin*, qui vient doubler la voie ferrée entre les rivières la Reine à l'ouest et Bell à l'est. À l'avènement des années 30, l'Abitibi et le Témiscamingue allaient passer d'un mode de peuplement volontaire à une période de colonisation dirigée où l'État va jouer un grand rôle et dont il n'est pas

facile encore aujourd'hui d'analyser avec lucidité les résultats obtenus. Quoi qu'il en soit, la région connaîtra sa période de plus grande effervescence entre 1931 et 1941 alors que la population de l'Abitibi sera multipliée par trois (passant de 24 000 h. à 68 000 h.) et celle du Témiscamingue par deux (passant de 21 000 h. à 40 000 h.).

Au nord et à l'est du lac Témiscamingue, les grands espaces furent vite comblés. Rouyn-Noranda n'existait pas en 1921. On n'avait pas encore repéré les riches gisements miniers de la faille de Cadillac et ce n'est que la mise en marche de la fonderie de Noranda, en 1926, qui a provoqué la subite apparition de la double agglomération dont la population combinée était de 5 471 habitants en 1931. Puis vint la grande crise... Pour en diminuer les conséquences fâcheuses il a fallu l'intervention dirigée et presque autoritaire de l'Église et

de l'État. Pour enrayer la diminution de la population et le ralentissement des industries liées à la forêt et pour donner à l'agriculture une vigueur qu'elle n'avait toujours pas, on a fait appel à un nouveau type de colonisation qui avait davantage pour objectif de diminuer le fardeau du chômage dans les centres urbains plutôt que de mettre en valeur de nouvelles terres ou de fonder de nouvelles paroisses.

La situation économique était d'une telle gravité que le gouvernement fédéral



Arrivée de colons à Laferté en Abitibi, 1935. (Groupe PAT)

proposa, dès 1932, le *plan Gordon*. Deux ans plus tard, le Québec, devant le peu de succès et le caractère nettement improvisé du plan de rattrapage imaginé par Ottawa, mit de l'avant le *plan Vautrin*. Dans les deux cas, cette politique de colonisation dirigée, tant par Ottawa que par Québec, est venue appuyer la politique de colonisation préconisée et fortement encouragée par l'Église qui était la grande inspiratrice de ce mouvement mystico-économique de retour à la terre.

Dans ses *Études canadiennes* consacrées à l'Abitibi-Témiscamingue, Raoul Blanchard nous apporte un exemple du rôle joué par l'Église, par l'intermédiaire des sociétés de colonisation, dans la prise de possession et la stratégie de peuplement appliquée en pays abitibien :

Une société de colonisation, désireuse de soulager la misère des campagnes, se

forme au Collège de Sainte-Anne de la Pocatière; elle débute avec 250 dollars que procure le cardinal Villeneuve, 400 fournis par la Province et ce qu'apporte la charité publique. L'abbé Jean, qui en est l'âme, va reconnaître l'Abitibi en mai 1933 et choisit Roquemaure; en juin il trie parmi les aspirants recrutés dans Kamouraska et l'Islet 60 élus, auxquels la Société assure la nourriture et l'essentiel pour le premier hiver, et rien d'autre. Les arrivées se succèdent du début d'août à la fin de l'automne. Or, en juillet 1934, Roque-maure comptait déjà 110 colons, dont 13 familles complètes; en novembre 160, qui font 315 âmes; une solide paroisse est ainsi sortie du néant, avec une rapidité qui tient du prodige.

Les 315 âmes de Roquemaure en 1934 n'étaient plus que 268 en 1996. On imagine l'exode subit par cette petite paroisse en un peu plus de 60 ans !

L'expérience de Roquemaure devait se répéter plus d'une fois. Dans le cadre du plan Gordon, 5 440 personnes sont venues s'installer sur les marges de cette nouvelle frontière à peu près également réparties entre l'Abitibi (Villemontel, Privat) et le Témiscamingue (Rollet, Rémigny, Montbeillard). Le plan Gordon, en dépit de résultats modestes mais évidents, n'eut pas l'ampleur du plan Vautrin. Conçu par l'État comme une impérieuse nécessité et approuvé par l'Église, le plan Vautrin, dans sa réalisation, a fait largement appel aux organisations diocésaines dont l'action concertée avait pris la relève des anciennes sociétés de colonisation. Ainsi, par exemple, le diocèse de Joliette s'était vu attribuer le canton de Rémigny vers lequel il dirigeait ses colons.

Il est bien difficile d'établir le bilan exact du plan Vautrin. Le regretté chanoine Couture parlait de 45 000 colons. Ayant connu ce personnage et sa propension à la

mégalo manie, peut-être vaudrait-il mieux considérer ces chiffres avec une certaine prudence. Sans compter qu'il faudrait soustraire de ce chiffre tous ceux qui n'ont fait que passer.

Dans le secteur abitibien, la période de colonisation a amené la création d'une seconde série de paroisses à quelques kilomètres au-delà de la première ligne de paroisses bien ancrées déjà le long de l'axe Senneterre-La Reine. Ces paroisses sont surtout concentrées au nord de cet axe, au droit d'Amos et de La Sarre. Le peuplement allait toujours de pair avec le désenclavement et l'amélioration des relations avec le reste du Québec. Faute de pouvoir avoir une liaison rapide et directe entre l'abitibi-Témiscamingue et la métropole montréalaise, Hector Authier obtint tout de même que l'on fasse d'importants travaux sur le tracé de la future route Senneterre-Maniwaki en 1934.

Une partie de ceux qui étaient venus pour cultiver la terre se sont retrouvés mineurs. En Abitibi, il y eut aussi une colonisation minière tout comme il y eut une colonisation agricole. Ce qui ne fut pas tout à fait le cas pour le Témiscamingue. C'est en 1927 que l'Abitibi minière est née, alors qu'est entrée en opération la fonderie de cuivre de Noranda et que la voie ferrée a uni les deux régions minières du nord de l'Ontario et du Nord-Ouest québécois. C'est

aussi au cours de cette même année que l'axe routier Senneterre-La Reine fut rattaché à la cité de Rouyn-Noranda par la transversale Macamic-Rouyn.

Mais la plus intense période de colonisation minière coïncida avec l'expansion du domaine agricole des années de crise. Certaines colonies revêtent alors une double vocation : agricole et minière. C'est le cas entre autres de Duparquet et Dubuisson en Abitibi et de Belleterre au Témiscamingue. Mais le facteur majeur de ce vaste mouvement de colonisation minière demeure la découverte et l'exploitation de la zone minéralisée de la faille de Cadillac. Val-d'Or, Malartic et Cadillac sont alors devenus les points forts de l'axe principal de l'Abitibi minière.

Évolution de la population en Abitibi-Témiscamingue (1971-1996)

1971	142 885 h.
1976	141 100 h.
1981	145 187 h.
1986	150 302 h.
1991	155 871 h.
1996	158 898 h.

En vérité, il celle de 1956. On imagine alors facilement l'ampleur du mouvement d'exode vers d'autres régions du Québec. ■



Archives nationales du Québec

Un village se dessinait



Ils partirent avec le premier contingent de défricheurs que le Gouvernement dirigeait vers la Solitaire, équipés d'une hache, d'une pelle ronde et de couvertes. Le train s'arrêta au petit village d'Angliers, sur les bords du grand lac Témiscamingue. La voie ferrée finissait là. Après, c'était la brousse, le désert que coupait une seule route aboutissant à la ville minière de Rouyn. Un camion vint prendre les soixante hommes et s'arrêta en vue d'une rivière grise et désolée, que défendaient des bois charbonneux. C'était la première occupante de ces lieux : la Solitaire. Un espace fut vite déblayé et une immense tente dressée non loin du pont rouge qui enjambait la rivière, massive construction qui surprenait l'œil au milieu de la grisaille et du néant des choses. Au bout de quelques jours, un petit pavillon de bois s'élevait, celui de l'administrateur, arrivé en même temps que les colons, puis la bâtisse qui serait la « la cache », c'est-à-dire le magasin, enfin la baraque du missionnaire. Un embryon de village se dessinait.

Marie Lefranc *La rivière Solitaire*
Fides, Collection du Nénuphar.